

17 mars 2000 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Point de presse conjoint de MM. Jacques Chirac, Président de la République, et Antonio Manuel de Olivera Guterres, Premier ministre du Portugal, sur la coopération entre le Portugal et la France dans le cadre de la présidence de l'Union européenne et sur le sommet de l'emploi à Lisbonne, Paris le 17 mars 2000.

LE PRESIDENT - Mesdames, messieurs, nous venons d'avoir un entretien avec le Premier ministre du Portugal, en sa qualité de Président de l'Union et dans le cadre de la tournée qu'il fait pour mettre au point le Conseil de Lisbonne. Je n'ai pas besoin de vous dire que ces entretiens sont extrêmement faciles et cordiaux, dans la mesure où la convergence de vues du Portugal et de la France sur la plupart des sujets est très grande et que la volonté de la France, en toute hypothèse, de soutenir la présidence portugaise est une volonté très forte.

J'ajoute que la présidence portugaise a assumé la préparation du Conseil de Lisbonne et de l'ensemble de sa présidence de façon particulièrement remarquable, c'est-à-dire avec beaucoup d'intelligence, de finesse, de diplomatie, ce qui permettra d'avoir, j'en suis sûr, un résultat aussi positif que possible pour cette présidence. Et naturellement je m'en réjouis.

Nous avons évoqué le problème de fond du Conseil de Lisbonne, c'est-à-dire l'ensemble des problèmes sociaux et économiques et de ce point de vue nous n'avons aucune divergence de vues avec la présidence portugaise sur l'importance qu'il y a à donner une nouvelle impulsion, à la fois sur le plan économique mais aussi à finalité sociale. Sur le plan du progrès social, nous sommes tout à fait d'accord, les travaux faits par la présidence ont tout à fait notre approbation. Nous avons évoqué naturellement les problèmes de la mise en place de l'Europe de la défense et là aussi, la présidence portugaise conduit les choses avec beaucoup de diligence et beaucoup de finesse et nous n'avons pas de divergences de vues sur ce problème.

Nous avons évoqué le problème des Balkans, qui nous inquiète tous énormément et qui sera évoqué à l'occasion du dîner de travail à Lisbonne. Nous sommes un peu préoccupés naturellement dans ce domaine.

Voilà les principaux points que nous avons évoqués puisque la conférence intergouvernementale elle-même ne sera abordée qu'au prochain Conseil et non pas à celui-ci, en préparation de la présidence française. Je profite simplement de cette occasion pour dire une fois de plus, au nom de la France, au Premier ministre du Portugal combien nous sommes heureux de soutenir son action dans le cadre de cette présidence.

M. GUTERRES - Merci bien. Je voudrais remercier l'excellente hospitalité du Président de la République française et de vous dire qu'il y a maintenant une articulation excellente entre les deux pays dans la préparation conjointe par les deux présidences de l'année 2000. C'est vraiment un travail d'ensemble que Français et Portugais nous faisons et c'est pour nous une excellente opportunité d'établir un rapport de travail extrêmement étroit et fructueux. Je tiens aussi à souligner l'excellente qualité et l'apport très important du gouvernement français pour la préparation du Sommet de Lisbonne.

Nous sommes tous en faveur de la modernité des réformes économiques nécessaires à la compétitivité de l'économie européenne mais nous voulons que cette modernité et que ces réformes économiques soient mises en service de l'intégration sociale de nos sociétés, d'une vision de plus en plus cohérente, d'une Europe sociale capable de garantir le haut niveau d'emplois et de croissance et capable de combattre les phénomènes d'exclusion sociale, que nous ne pouvons pas accepter parce qu'ils sont contraires à notre modèle de civilisation.

Il y a toute une vision commune sur l'importance du volet social du Sommet de Lisbonne que je dois souligner avec une énorme satisfaction.

Nous travaillons ensemble aussi et les deux semestres seront essentiels pour donner de la crédibilité à la nouvelle politique commune de sécurité et de défense. Il y a là une excellente coopération entre nous deux et finalement je voudrais ajouter que nous partageons une très grande préoccupation sur ce qui se passe aux Balkans. Nous voudrions non seulement améliorer notre stratégie politique mais surtout créer des conditions pour une coordination plus efficace des efforts de la Communauté internationale et surtout des efforts de l'Union européenne elle-même, qui doit avoir un rôle plus positif et plus efficace.

Je tiens à remercier le Président de la République française de l'excellent entretien que nous avons eu et pour la coopération extrêmement fructueuse et cordiale que nous avons reçue dans la préparation de nos travaux.

*

QUESTION - En ce qui concerne le Sommet de l'Emploi, qu'est-ce que la France attend concrètement comme résultat du Sommet et que certainement la France après, comme Président, pourrait développer ? Deuxième question en ce qui concerne le dîner de travail, qu'est-ce que vous aimeriez que le Chancelier Wolfgang Schuessel vous dise pour être plus tranquille concernant l'Autriche ?

LE PRESIDENT - En ce qui concerne la partie sociale et économique de ce Sommet, je répète qu'elle a été très bien préparée. Ce que nous en attendons, c'est une prise de conscience par l'ensemble des responsables politiques, mais également économiques et sociaux, européens, une prise de conscience que nous entrons dans une phase un peu nouvelle du développement économique, qui est porteuse de bien des espoirs, en particulier dans le domaine de l'innovation, donc que nous devons encourager mais qui est également comme toutes les évolutions porteuse de dangers et de dangers sociaux, qui sont des dangers d'exclusion, autrement dit des dangers pour ceux qui ne sont pas capables de s'intégrer dans les nouveaux schémas économiques et sociaux. Donc notre rôle c'est à la fois de donner une impulsion à cette évolution, qui seule permettra la croissance nécessaire pour lutter contre le chômage, mais de le faire dans des conditions -et que chacun le comprenne- qui doivent être conformes à la cohésion sociale, c'est-à-dire ne pas permettre l'exclusion ou laisser de côté un certain nombre de gens qui ne pourraient pas suivre pour une raison ou pour une autre.

Nous avons la même approche, la présidence portugaise et nous et nous sommes tout à fait d'accord.

QUESTION - Et sur l'Autriche ?

LE PRESIDENT - Sur l'Autriche je n'ai pas de commentaires à faire si ce n'est que vous me demandez ce que je souhaiterais que M. Schuessel dise. Eh bien, je souhaiterais qu'il dise qu'il n'a plus aucun rapport avec des forces politiques qui sont de nature extrémiste et xénophobe.

QUESTION - Au sujet de l'Afrique, finalement le Sommet européen de l'Afrique va avoir lieu au mois d'avril au Caire, est-ce que cette question difficile de l'Afrique a été abordée ce matin ?

M. GUTERRES - Oui, évidemment. Il y a une excellente coopération entre nous deux pour garantir le succès de ce Sommet. Je dois dire que l'Afrique nous préoccupe beaucoup, la France et le Portugal. C'est un continent qui reste, je dirais, presque au dehors du processus de globalisation avec des problèmes de pauvreté, des problèmes de paix, des problèmes de maladie, d'extrême débilite des sociétés et qui exige non seulement une très forte solidarité de la communauté internationale mais aussi une coopération politique, économique et dans le cadre de l'aide au développement qui doit être renforcée.

Nous venons de renouveler la convention de Lomé qui a un impact très important sur l'Afrique

Nous venons de renouveler la convention de Lomé, qui a un impact très important sur l'Afrique, mais il faut aussi que le dialogue soit politique sur les questions relatives à la démocratie, aux droits de l'homme et en même temps sur les questions où l'Europe pourra donner une très forte impulsion à la responsabilité de la Communauté internationale vis-à-vis de l'Afrique, en ce qui concerne les questions de la dette, les questions de la coopération, les questions de l'aide au développement. Et, notamment, quand on vit avec énormément d'appréhension la tragédie qui s'est abattue sur la région du Mozambique, naturellement, le mot solidarité y est pour beaucoup.